

« La BCE devrait comprendre que l'urgence, c'est l'emploi et la croissance »

Les Echos, 1er Juin 2005

Le Président de l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques

Analysez-vous le « non » comme la demande d'une protection sociale renforcée ou comme l'appel à davantage de réformes pour soutenir la croissance ?

Ce « non », je l'entends d'abord comme le souhait d'une renégociation qui permette la conduite d'une véritable politique économique en Europe. C'est aussi un message sur l'élargissement : il aurait dû s'accompagner d'une politique harmonisant davantage les conditions sociales. Une part du « non » est un vote contre la dépossession nationale, mais l'autre part, celle qui a vraiment fait basculer le scrutin, incarne le souhait de voir émerger un gouvernement politique à l'échelle européenne. Je vois là un « non » fédéraliste, au-delà du traditionnel « non » souverainiste. Il faut d'urgence régler les questions des populations européennes : le chômage de masse, le niveau de vie, la précarisation. Ce n'est pas un « non » contre le gouvernement de la France, c'est un « non » contre la doctrine mise en oeuvre par le gouvernement de l'Europe, la Commission européenne, la Banque centrale... La réponse n'est donc pas seulement à trouver dans la politique intérieure.

La voix de la France n'est-elle pas tout de même affaiblie ?

Une partie des partisans du « non » est très pro-européenne. Si l'on y ajoute les électeurs qui ont exprimé un « oui » de résignation, il y a une grande majorité qui souhaite remettre l'Europe en mouvement. Si le vote est interprété de cette manière, cela devrait accroître le pouvoir de négociation de la France en Europe. Tout dépend du leadership français qui va s'exprimer à l'échelle européenne.

Le nouveau Premier ministre, qui a peu développé ses idées économiques, peut-il l'incarner ?

Dominique de Villepin a su dans le passé exprimer à l'ONU une voix de la France très ferme et pas du tout consensuelle, sans compromis. Il pourrait désormais l'utiliser dans le champ économique pour réformer le gouvernement économique de l'Europe. J'ai perçu avec lui, comme avec Nicolas Sarkozy, l'impatience de la croissance. Ils considèrent tous deux que le carcan du Pacte de stabilité et des politiques monétaires était parfois incompatible avec la croissance. La Banque centrale européenne devrait donc comprendre que l'urgence, c'est l'emploi et la croissance, et non la stabilité des prix et la bonne gestion budgétaire, qui ne doivent pas être sacrifiés mais qui ne sont pas des objectifs premiers.

Compte tenu des contraintes, quelles mesures le gouvernement devrait-il prendre ?

Parce que la question de l'emploi est non seulement prioritaire mais primordiale, il faut mettre en oeuvre d'urgence les mesures du plan Borloo, notamment les contrats d'avenir. Il convient aussi de s'engager concrètement dans de grands projets industriels, de recherche et développement, de rénovation urbaine, et d'amorcer des réformes structurelles consensuelles, en accord avec les partenaires sociaux. Il convient, enfin, de procéder à des réformes des prélèvements fiscaux et sociaux aux fins d'accroître le pouvoir d'achat, de préférence des catégories les moins privilégiées, y compris les classes moyennes.

Comme tout cela représente un investissement, il faudra savoir négocier au sein du Conseil européen des accommodements nécessaires. Car l'erreur fondamentale

serait de penser que les réformes structurelles et les politiques macroéconomiques sont indépendantes. Il faut savoir les coordonner. Et il existe une vraie opportunité, dans la mesure où notamment l'Allemagne et l'Italie connaissent les mêmes maux que la France et ont les mêmes intérêts.